



>> Interview

propos recueillis par Yannick Urrien

Le combat d'un groupe de médias indépendant pour la liberté d'expression

Didier Maïsto, président de Fiducial Médias :

« Une petite classe dirigeante, une oligarchie, s'est arrogée tous les pouvoirs et tout vole en éclats. »

Fiducial se développe depuis plusieurs années dans les médias en investissant dans la presse, la radio et la télévision. Rappelons que Fiducial est un grand groupe spécialisé dans l'expertise comptable, l'audit, le commissariat aux comptes, le conseil financier, la banque et la gestion de patrimoine. Par ailleurs, il propose des logiciels de gestion et une gamme de fournitures de bureau via ses différentes filiales. Didier Maïsto est le président de Fiducial Médias qui contrôle le magazine Lyon Capitale, la chaîne Lyon Capitale TV et la station Sud Radio. En 2012, l'entreprise avait déposé sa candidature auprès du CSA pour solliciter l'autorisation de créer de nouvelles chaînes sur la TNT. Son dossier n'ayant pas été retenu, elle avait alors attaqué la décision du CSA devant le Conseil d'État. Plus récemment, Didier Maïsto a contesté le système de mesure d'audience de Médiamétrie et a réclamé 23 millions d'euros de dommages et intérêts à l'institut de sondages. Toutefois, le Tribunal de commerce de Nanterre vient de débouter Sud Radio de sa demande d'expertise judiciaire sur la méthodologie de mesure d'audience de la radio. Sud Radio est une station renommée sur le plan national et il nous a semblé intéressant d'interroger Didier Maïsto sur le thème sensible de la liberté d'entreprendre dans les médias.

L'Hebdo-Bourseplus :

Sud Radio est une station historique dans le Sud-Ouest, mais vous êtes maintenant présents à Paris et dans de nombreuses grandes villes, dont Bordeaux, Toulouse, Montpellier, Marseille et Nice. Parallèlement, Fiducial Médias exploite également des magazines. Pouvez-vous nous présenter la sphère médias du groupe Fiducial ?

Didier Maïsto :

Au départ, nous avons racheté Lyon Capitale en 2008, un hebdomadaire qui était en perte de vitesse. Nous l'avons transformé en magazine assez luxueux, tout en apportant une information libre et sans concessions. D'ailleurs, nous refusons l'argent des collectivités locales, pour rester indépendants et libres. Cette image de liberté, nous l'avons reproduite sur Sud Radio en donnant la parole à des gens qui ont des choses intéressantes à dire, qu'ils soient connus ou non. Nous avons des combats à mener car notre pays souffre. Nous sommes dans un marasme profond et nous avons décidé de dire les choses telles qu'elles sont, sans insulter personne mais en libérant la parole. On voit bien qu'il y a une crise de la représentation. Une petite classe dirigeante, une oligarchie, s'est arrogée tous les pouvoirs et tout vole en éclats. Les citoyens ne se sentent plus représentés, ils observent un hiatus entre ce qu'on leur dit à la radio ou à la télévision et ce qu'ils vivent dans leur quotidien. Nous voulons être le relais de tous ces Français.

Fiducial Médias sera sans doute un cas d'école dans quelques années. On a souvent stigmatisé le problème de la concentration des médias entre les mains de quelques grands groupes. Cependant, si l'on n'a pas l'âme d'un complotiste, il est factuel que les médias sont une industrie lourde et coûteuse, et que ces grands groupes ont de l'argent. Or, on voit arriver Fiducial, qui a la capacité financière pour exploiter des grands médias, y compris une chaîne de télévision nationale, et l'on découvre que l'establishment vous met à l'écart et qu'il n'a pas du tout envie de vous avoir à sa table...

Il a fallu mener des combats au Conseil d'État, que nous avons gagnés. Quand nous avons racheté Sud Radio, elle était tombée en désuétude. Il y avait beau-

coup de recours contre cette radio, 42 fréquences attribuées sur 70, c'était pratiquement perdu... J'ai fait des recours contre des chaînes de télévision, les dernières six chaînes attribuées sur la TNT (Télévision numérique terrestre) parce que je m'étais rendu compte que l'appel à candidatures organisé par le CSA en 2011 était complètement truqué, les chaînes avaient déjà été attribuées en amont et l'on faisait de la mousse autour... Comme ces recours étaient en train d'aboutir, il y a eu une espèce d'échange visant à retirer tel recours contre tel autre... Finalement, Sud Radio a pu obtenir le statut de radio généraliste nationale, puisque nous avons 25 millions d'auditeurs potentiels. Il y a quatre radios privées nationales, Europe 1, RTL, RMC et Sud Radio, celles que le CSA classe en catégorie E. C'était une première victoire pour nous parce que, lorsque nous sommes arrivés, tout le monde commençait à dépecer la bête en voulant telle ou telle fréquence. Quand j'ai racheté cette radio, elle n'avait plus de programmes. Elle avait un certain chiffre Médiamétrie et lorsque nous avons commencé à muscler la grille et à refaire toute la technique, j'ai constaté de plus en plus de réactions d'auditeurs. J'ai fait un bond de 58 % sur le digital, mais les chiffres Médiamétrie ne bougeaient pas... Je me suis rendu à leur siège et ils m'ont déclaré que c'était scientifique, avec beaucoup d'explications... Nous avons continué de croître, mais Médiamétrie ne bougeait toujours pas... J'ai commencé à recevoir des témoignages d'auditeurs me disant qu'ils avaient été sondés à tel ou tel endroit, et que toutes les radios étaient citées, sauf Sud Radio ! Idem pour le panel radio de Médiamétrie. Nous avons à nouveau discuté avec eux et ils m'ont expliqué que si nous allions à la fin du document voir tel onglet, ce serait bon... Mais ce n'est pas sérieux, car si nous voulons avoir une chance de nous imposer, il faut que nous soyons proposés au moins comme les autres sur cette zone des 25 millions d'habitants ! Pendant longtemps, il n'y avait plus de matinales, plus de directs, plus d'animateurs connus. Or, quand on connaît la méthodologie rigoureuse de Médiamétrie, l'auditeur doit détailler quart d'heure par quart d'heure ce qu'il écoute : le nom de la station, le nom de l'émission, l'heure, le nom de l'animateur ou du journaliste... Mais il n'y avait rien ! De nombreux para-

mètres m'ont alerté. En plus, à l'époque du numérique, on voit bien que de nombreux moyens techniques peuvent être mis en œuvre pour que l'on soit mesuré correctement. On pourrait avoir du passif avec du déclaratif, mais on constate qu'il y a une petite oligarchie, très bien organisée, avec les trois grandes radios généralistes privées (Europe 1, RTL et RMC), le service public et quelques grands annonceurs... Et tous ces gens sont rassemblés dans le capital de Médiamétrie... En fait, il y a une espèce de barrière à l'entrée ! C'est un marché de 13,3 milliards, pour 35 milliards de dépenses de communication dans les médias. C'est loin d'être anecdotique. Finalement, tout est basé sur du déclaratif, avec des situations établies. Ceci dit, dans la dernière vague, Médiamétrie vient de nous accorder 30 % de progression d'audience : c'est considérable, les lignes commencent à bouger !

On croit vivre dans une société de liberté, mais lorsque l'on connaît le sujet, avec le phénomène des subventions et des aides de l'État, ainsi que le système de la mesure d'audience, force est de constater qu'il existe une forme de monopole entre quelques personnes qui s'entendent...

C'est un monopole, c'est exactement cela. On parle beaucoup de la presse libre et indépendante, mais regardez tous les journaux, Libération, Le Monde, Le Figaro, qui reçoivent des dizaines de millions d'euros par an de l'État ! Que voulez-vous qu'ils disent après ? Nous n'avons jamais reçu un centime d'euros de subvention. Les médias audiovisuels sont organisés avec des barrières à l'entrée. On ne vous dit pas que Médiamétrie est un système exclusif ! On pourrait aller avec l'IFOP ou un autre institut faire des sondages, mais pour les annonceurs, la référence est Médiamétrie puisqu'ils sont membres du conseil d'administration ! C'est une société de droit privé, mais on a presque l'impression que c'est quelque chose d'officiel.

Pourquoi ne vous êtes-vous pas développés sur le plan national en matière de presse ?

On verra, les choses ne sont pas écrites à l'avance. L'idée de Christian Latouche, le PDG de Fiducial, était déjà de réussir à Lyon. C'est quand même une ville assez compliquée, avec des codes particuliers, et nous avons eu l'opportunité de la radio. Cela fait longtemps que nous voulons faire de la radio. Mais tout

peut évoluer. Ce qui compte, c'est la qualité de l'information que l'on doit délivrer. Peu importent les supports, mais je continue de croire au papier.

Il y a une quarantaine d'années, lorsque nous avions dix quotidiens, trois chaînes de télévision et quatre radios, on brassait une immense quantité d'informations. Ensuite, plus on est monté en offres, avec des centaines de chaînes et des sites Internet par milliers, plus on a retrouvé les mêmes informations partout...

C'est d'ailleurs ce que j'avais dit au CSA pour les chaînes de télévision : la quantité n'est pas un gage de qualité ! Michel Boyon, qui était à l'époque président du CSA, m'a dit qu'il voulait autoriser des chaînes thématiques pour aller vers des offres pointues et intelligentes. On observe qu'il y a un groupe qui a une chaîne de télévision premium, une deuxième chaîne un peu limite et une troisième où il recycle ses vieux programmes d'il y a une dizaine d'années... C'est un miroir aux alouettes, une solution en trompe-l'œil... Donc, la quantité n'a pas été un gage de qualité. Il y a aussi beaucoup de fainéantise intellectuelle de la part des journalistes. Avec les outils modernes comme Internet, tout le monde se copie, tout le monde pense pareil et plus personne ne réfléchit. Nous remettons en cause tout cela. Nous essayons de réfléchir en amont et nous ne voulons pas reproduire à l'infini ce que disent les autres.

Beaucoup d'auditeurs saluent l'impertinence de Sud Radio...

C'est une belle récompense et cela veut dire que nous avons atteint notre cible. J'ajoute que nous prenons le temps, nous faisons des débats et beaucoup d'invités

me disent que la pensée complexe peut se dérouler. Nous ne sommes pas dans une comédie humaine où tout doit être résumé en vingt secondes. Il ne s'agit pas d'être impertinent pour être impertinent, mais il y a quand même beaucoup de régression dans notre société. Je viens d'avoir cette conversation avec le dessinateur Plantu qui m'a dit, lui aussi, qu'il constatait beaucoup de recul en termes de liberté d'expression. Il y a une pensée dominante qui est multipliée par les blogs : vous dites quelque chose et vous êtes raciste ou homophobe ! C'est le coup que l'on m'a fait lorsque j'ai attaqué l'attribution de la fréquence à la chaîne Numéro 23...

Le champ de la liberté d'expression se rétrécit puisque l'on est caricaturé même lorsque l'on s'interroge sur la Sécurité sociale, le logement social ou l'impôt sur le revenu... Il y a des sujets tabous en France...

C'est exactement cela. Si vous abordez le problème de la fiscalité, cela me fait rire de voir tous les journalistes se gargariser avec les Paradise Papers ! C'est connu et archiconnu. Tout est légal, il y a des cabinets qui ont pignon sur rue qui font cela ! La question serait plutôt de savoir pourquoi il y a des paradis fiscaux... Si la fiscalité était normale, les gens ne partiraient pas. Les gens vont acheter des yachts à Malte, mais je préférerais qu'ils aient des bateaux à Toulon ou à Nice... Il reste seulement 30 yachts en France ! Alors, tuons tout le monde ! Quand je dis cela, on me dit que je suis pour la fiscalité des riches, c'est insupportable... Pour le logement social, nous devrions tous vivre dans des HLM ! Mais le but consiste quand même à sortir de la paupérisation. Je suis issu d'un milieu populaire et, à part Mélenchon qui pense cela, il n'y a pas de roman-

tisme dans la pauvreté. Quand on est dans un milieu populaire, on veut accéder à la propriété, on veut progresser... Pour la possibilité qui pourrait être offerte à tous les citoyens de s'assurer librement, on nous explique que la Sécurité sociale est la plus belle conquête depuis 1945 et que c'est un modèle social français... C'est une honte ! On est à 58 % de prélèvements sociaux, on paie des sommes folles, on ne peut même plus choisir sa mutuelle puisque cela se fait par branche et, quand vous avez un problème, tous les hôpitaux sont saturés... Les consensus ont volé en éclats, il n'y a plus de vivre ensemble. L'État français a disparu et tout le monde s'envoie des invectives à la figure. La classe politique a des comptes à rendre au pays.

Christian Latouche, le PDG de Fiducial, aurait pu faire tous ses investissements dans des hôtels de luxe ou ailleurs, mais il préfère investir pour défendre la liberté d'expression. Je trouve cela assez chevaleresque...

La chance de ma vie, c'est d'avoir rencontré Christian Latouche et je n'ai pas honte de le dire ! Dans les médias, tout le monde tape sur les milliardaires, mais il y a un homme qui a le courage de ses convictions. Seul, je ne suis rien ! Je peux mener ces combats parce que j'ai quelqu'un qui me soutient derrière. Il n'apparaît jamais, il ne donne jamais d'interview et vous ne le verrez jamais nulle part. Je pense que nous allons réussir, parce que nous avons de plus en plus de gens qui nous rejoignent en nous disant que ce que nous faisons est différent. Je le remercie beaucoup pour nous permettre de vivre cette aventure et ce n'est jamais simple dans un pays comme la France. ■